

**Deloitte.**

**Deloitte & Associés**  
185, avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex  
France



**Mazars**  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie  
France

## **Technicolor S.A.**

Société anonyme au capital de 414 461 178 €  
1-5, rue Jeanne d'Arc  
92130 Issy-Les-Moulineaux  
RCS : Nanterre 333 773 174

### **Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, réservée à des catégories de bénéficiaires dans le cadre d'opérations d'actionnariat au profit de salariés hors plan d'épargne de groupe**

Assemblée générale mixte du 26 avril 2018 – 19<sup>ème</sup> résolution

**Deloitte.**

**Deloitte & Associés**

185, avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex  
France



**Mazars**

61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie  
France

**Technicolor S.A.**

Société anonyme au capital de 414 461 178 €

1-5, rue Jeanne d'Arc

92130 Issy-Les-Moulineaux

RCS : Nanterre 333 773 174

**Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission  
d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès  
au capital, réservée à des catégories de bénéficiaires  
dans le cadre d'opérations d'actionnariat au profit  
de salariés hors plan d'épargne de groupe**

Assemblée générale mixte du 26 avril 2018 – 19<sup>ème</sup> résolution

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider une émission d'actions, ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée à (i) des salariés et mandataires sociaux des sociétés du Groupe Technicolor liées à votre société dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail ayant leur siège en dehors de la France et/ou (ii) des OPCVM ou autres entités, ayant ou non la personnalité morale, dédiés à l'actionnariat

salarié et investis en titres de l'entreprise dont les porteurs de parts ou les actionnaires seront constitués des personnes mentionnées au (i) du présent paragraphe et/ou (iii) tout établissement bancaire ou filiale d'un tel établissement intervenant à la demande de votre société pour les besoins de la mise en place d'un plan d'actionnariat ou d'épargne au profit des personnes mentionnées au (i) du présent paragraphe, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra excéder 1% du capital social au jour de la présente assemblée, étant précisé que (i) ce plafond est commun avec celui de la 18<sup>ème</sup> résolution de la présente assemblée et que (ii) le montant nominal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente résolution s'imputera sur le plafond global prévu à la 20<sup>ème</sup> résolution de la présente assemblée.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, avec faculté de subdélégation, pour une durée de 18 mois à compter de la date de la présente assemblée, la compétence pour décider une émission, en une ou plusieurs fois, et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires et valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'Administration, en cas d'émission d'actions ordinaires, en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres en capital et en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 4 avril 2018

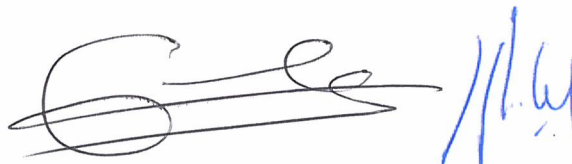
Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés



Ariane Bucaille  
Associée

Mazars



Guillaume Devaux  
Associé

Jean-Luc Barlet  
Associé